



**Conseil économique
et social**

Distr.
LIMITÉE

E/CN.4/2004/L.2/Rev.2
20 avril 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Soixantième session
Point 6 de l'ordre du jour

**LE RACISME, LA DISCRIMINATION RACIALE, LA XÉNOPHOBIE
ET TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION**

Congo (au nom des États membres du Groupe africain): projet de résolution

**2004/... Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale,
la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et application systématique
et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban**

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant toutes ses précédentes résolutions sur l'élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée,

Rappelant en particulier ses résolutions 2002/68 du 25 avril 2002 et 2003/30 du 23 avril 2003, dans lesquelles elle a institué des mécanismes efficaces pour l'élimination totale du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée ainsi que pour la mise en œuvre intégrale et le suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban adoptés par la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée (A/CONF.189/12),

Prenant note de la résolution 58/160 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 2003, et satisfaite de la progression d'une dynamique en faveur d'une action renforcée de la communauté internationale pour l'élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée,

Prenant note également que, dans ses résolutions 57/195 du 18 décembre 2002 et 58/160 du 22 décembre 2003, l'Assemblée générale a souligné les rôles et responsabilités importants des divers organes des Nations Unies et d'autres acteurs aux niveaux international, régional et national, notamment la Commission des droits de l'homme,

Notant avec satisfaction l'entrée en vigueur, le 1^{er} juillet 2003, de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, et invitant tous les États qui ne l'ont pas encore fait à envisager de signer et de ratifier cet instrument ou d'y adhérer,

Constatant avec une vive inquiétude la montée de l'antisémitisme, de la christianophobie et de l'islamophobie dans diverses parties du monde ainsi que l'apparition de mouvements raciaux et prônant la violence fondés sur le racisme et sur des idées discriminatoires à l'égard des communautés arabes, chrétiennes, juives et musulmanes ainsi qu'à l'égard des communautés d'ascendance africaine, asiatique et autre,

Soulignant qu'une volonté politique, une coopération internationale et un financement suffisant à tous les niveaux sont des conditions indispensables pour la mise en œuvre avec succès de la Déclaration et du Programme d'action de Durban,

Soulignant aussi son engagement en faveur d'une action mondiale pour l'élimination totale du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, et encourageant tous les États à se joindre à cette action contre la discrimination et pour la dignité de l'être humain et l'égalité entre tous les peuples à travers le monde,

I. PRINCIPES FONDAMENTAUX D'ORDRE GÉNÉRAL

1. *Reconnaît* que la prohibition de la discrimination raciale, du génocide, du crime d'apartheid ou de l'esclavage ne souffre aucune dérogation, comme il ressort des obligations découlant des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme;

2. *Souligne* qu'il incombe aux États et aux organisations internationales de veiller à ce que les mesures prises pour lutter contre le terrorisme ne comportent pas, dans leurs objectifs ou leurs effets, de discrimination fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, et demande instamment à tous les États d'éliminer toutes les formes de caractérisation raciale ou de s'abstenir d'y recourir;

3. *Regrette* que des lois, des politiques et des pratiques discriminatoires en matière d'immigration, y compris des mécanismes de mise en œuvre, contribuent à la persistance du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée et, à cet égard, engage vivement tous les États qui ne l'ont pas encore fait à examiner et, au besoin, à modifier toutes lois, politiques et pratiques en matière d'immigration discriminatoires au plan racial afin qu'elles soient exemptes de discrimination raciale et compatibles avec les obligations qui leur incombent en vertu des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme;

4. *Souligne* l'importance d'intégrer les valeurs de non-discrimination, d'égalité, de dignité humaine et de solidarité dans le système des Nations Unies;

5. *Demande instamment* aux États de tenir systématiquement compte du principe de l'égalité des sexes dans la conception et l'élaboration des mesures de prévention, d'éducation, de promotion et de protection visant à éliminer, à tous les niveaux, le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, afin qu'elle soit bien adaptée à la situation des femmes et à celle des hommes;

II. CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ÉLIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION RACIALE

6. *Réitère* l'appel lancé par la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée au paragraphe 75 du Programme d'action de Durban pour parvenir à une ratification universelle de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale d'ici à 2005 et pour que tous les États envisagent de faire la déclaration prévue à l'article 14 de cette convention, et se déclare vivement préoccupée de ce qu'au rythme actuel, soit 169 ratifications et seulement 45 déclarations, le délai fixé par la Conférence pour la ratification universelle ne sera malheureusement pas respecté;

7. *Demande* à tous les États qui ne se sont pas encore conformés aux recommandations de la Conférence de manifester d'urgence leur ferme volonté de donner suite à ces recommandations à titre prioritaire;

8. *Note* que le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, dans sa recommandation générale XV (42) du 17 mars 1993 concernant l'article 4 de la Convention, a considéré que l'interdiction de diffuser des idées inspirées par un sentiment de supériorité raciale ou par la haine raciale était compatible avec le droit à la liberté d'opinion et d'expression énoncé à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 5 de la Convention;

9. *Note avec satisfaction et souligne* qu'il importe d'appliquer la recommandation générale XXVIII adoptée le 19 mars 2002 par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, dans laquelle celui-ci a souligné l'importance que revêtait le suivi de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et a recommandé des mesures en vue de renforcer la mise en œuvre de la Convention ainsi que son propre fonctionnement;

III. APPLICATION SYSTÉMATIQUE ET SUIVI DE LA DÉCLARATION ET DU PROGRAMME D'ACTION DE DURBAN

10. *Se félicite* du bilan du Groupe de travail intergouvernemental sur l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban (voir E/CN.4/2004/20), qui met l'accent sur les thèmes intersectoriels que sont l'élimination de la pauvreté et l'éducation, demande à tous les États de mettre en œuvre les recommandations du Groupe du travail sans délai et note avec satisfaction qu'à sa prochaine session le Groupe de travail engagera un débat thématique sur les questions de la santé et de l'Internet dans le contexte du racisme;

11. *Demande* au Haut-Commissariat aux droits de l'homme de donner suite à toutes les recommandations pertinentes de la récente session du Groupe de travail intergouvernemental et de lui présenter un rapport d'activité à ce sujet à sa soixante et unième session;

12. *Accueille favorablement* les résultats de la récente session du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine qui était centrée sur les questions thématiques de l'administration de la justice, des médias et de l'accès à l'éducation;

13. *Se félicite aussi* de la session inaugurale du groupe d'experts éminents indépendants tenue à Genève du 16 au 18 septembre 2003, avec la participation de représentants d'États Membres, d'organismes des Nations Unies et de la société civile, prend note de son issue positive et prie à cet égard le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'étudier la possibilité de créer un indice de l'égalité raciale, comme le groupe d'experts éminents indépendants l'a proposé, et de lui faire rapport à ce sujet à sa prochaine session;

14. *Reconnaît* l'importance capitale de la mobilisation des ressources ainsi que d'un partenariat mondial et d'une coopération internationale efficaces dans le contexte des paragraphes 157 et 158 du Programme d'action de Durban pour la concrétisation des engagements pris à la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et, à cette fin, souligne le rôle central que doit jouer le groupe d'experts éminents indépendants dans la mobilisation de la volonté politique nécessaire pour la mise en œuvre avec succès de la Déclaration et du Programme d'action de Durban;

15. *Accueille avec satisfaction* la recommandation du Groupe de travail intergouvernemental sur l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban tendant à entamer à sa prochaine session le processus d'élaboration de normes complémentaires conformément à toutes les recommandations du Groupe de travail figurant aux paragraphes 19 à 27 du document E/CN.4/2004/20, afin de renforcer et de mettre à jour les instruments internationaux qui traitent de la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui est associée;

IV. RAPPORTEUR SPÉCIAL SUR LES FORMES CONTEMPORAINES
DE RACISME, DE DISCRIMINATION RACIALE, DE XÉNOPHOBIE
ET DE L'INTOLÉRANCE QUI Y EST ASSOCIÉE, ET SUITE DONNÉE
À SES VISITES

16. *Appuie pleinement et apprécie* le travail accompli par le Rapporteur spécial, accueille favorablement ses rapports (E/CN.4/2004/18 et Add.1 à 4 et E/CN.4/2004/19) et l'encourage à poursuivre son action;

17. *Demande de nouveau* à tous les États Membres, organisations intergouvernementales, organismes compétents des Nations Unies et organisations non gouvernementales de prêter tout leur concours au Rapporteur spécial;

18. *Demande instamment* à tous les gouvernements d'envisager de réserver une suite favorable à toutes les demandes de visite du Rapporteur spécial;

19. *Demande instamment* aux États Membres de songer à appliquer les recommandations formulées par le Rapporteur spécial dans ses rapports;

20. *Invite* le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à fournir aux États qui en font la demande des services consultatifs et une assistance technique pour leur permettre d'appliquer pleinement les recommandations du Rapporteur spécial;

21. *Prie* le Secrétaire général de fournir au Rapporteur spécial toute l'assistance humaine et financière dont il a besoin pour s'acquitter utilement de son mandat, avec efficacité et célérité, et pour pouvoir présenter un rapport d'activité à l'Assemblée générale à sa cinquante-neuvième session et à la Commission à sa soixante et unième session;

V. GÉNÉRALITÉS

22. *Décide* d'examiner cette question à sa soixante et unième session au titre du point subsidiaire de l'ordre du jour intitulé «Application systématique et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban».
